

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO, (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 10 janvier 1935**, portant modification du tarif douanier pour la répression des fraudes à l'importation de la soie et des tissus de soie. (Arrêté de promulgation du 20 juin 1935). 302
- Décret du 6 avril 1935**, portant publication et mise en application provisoire de l'arrangement commercial du 6 avril 1935 entre la France et l'union économique belgo-luxembourgeoise. (Arrêté de promulgation du 20 juin 1935). 302
- Décret du 4 mai 1935**, portant publication et mise en application à titre provisoire des lettres échangées le 16 avril 1935 entre la France et l'Allemagne. (Arrêté de promulgation du 20 juin 1935). 303
- Décret du 13 mai 1935**, relatif à l'organisation au Togo d'un contrôle sur les films cinématographiques, les disques phonographiques, les prises de vues cinématographiques et les enregistrements sonores. (Arrêté de promulgation du 20 juin 1935). 304

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 8 avril 1935**, modifiant l'arrêté du 31 décembre 1932 établissant dans le territoire du Togo un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie. 306
- Arrêté du 8 avril 1935**, fixant le tarif de la taxe perçue à l'occasion des coupes de bois au Togo. 306
- Arrêté du 8 juin 1935**, portant virement de crédits au budget de la commune mixte de Lomé. 306

- Arrêté du 8 juin 1935**, portant règlement du compte administratif de la commune mixte de Lomé pour l'exercice 1934. 307
- Arrêté du 8 juin 1935**, portant approbation du budget supplémentaire de la commune mixte de Lomé exercice 1935. 307
- Arrêté du 8 juin 1935**, complétant l'arrêté n° 188 du 1^{er} avril 1932 réorganisant le mode de fonctionnement des laboratoires de chimie et de bactériologie du Togo et fixant le tarif des analyses effectuées à titres onéreux par ces laboratoires. 308
- Arrêté du 8 juin 1935**, réglementant les permis de construire, l'hygiène, l'urbanisme, la voirie dans les centres urbains du Togo. 308
- Arrêté du 15 juin 1935**, fixant provisoirement le prix de transport de la tonne de cacao pendant la saison intermédiaire 1935 dite « Middle cropp ». 313
- Arrêté du 18 juin 1935**, réglementant la vente de certains produits durant les distributions de graines de semences faites aux indigènes par les sociétés de prévoyance. 313
- Arrêté du 20 juin 1935**, abrogeant l'arrêté du 26 août 1932 réglementant l'introduction dans le territoire du Togo et la présentation en public des films cinématographiques. 314
- Arrêté du 20 juin 1935**, modifiant l'arrêté du 20 mai 1933 fixant le taux d'indemnité de fonctions accordées aux moniteurs indigènes d'éducation physique. 314
- Modificatif à l'annexe de l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932** portant classement des logements par catégories. 314
- Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène** 315
- Arachides** 317
- Bourses** 317
- Chambre de commerce** 318
- Commissions** 318

Cotes irrécouvrables	318
Exonération	318
Monnaies anglaises	318
Observation sanitaire	319
Produits pharmaceutiques	319
Remboursements	319
Remises d'amendes	319
Rôles	319
Sociétés	320
Société de prévoyance	320
Domaines	320
Extraits du décret du 21 mars 1935 sur les marques, honneurs, saluts, fêtes nationales et visites dans les forces navales et à bord des bâtiments de la marine militaire.	321
Avis aux navigateurs	322

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis	322
Annonces	322

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Répression des fraudes à l'importation de la soie

ARRETE N° 279 promulguant au Togo le décret du 10 janvier 1935 portant modification du tarif douanier pour la répression des fraudes à l'importation de la soie et des tissus de soie.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 10 janvier 1935 portant modification du tarif douanier pour la répression des fraudes à l'importation de la soie et des tissus de soie;

Vu la circulaire ministérielle n° 265 du 4 février 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 10 janvier 1935 portant modification du tarif douanier pour la répression des fraudes à l'importation de la soie et des tissus de soie.

Porto-Novo, le 20 juin 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 11 janvier 1892 sur le tarif des douanes et les textes subséquents;

Vu la loi du 29 décembre 1934 qui a prorogé la loi du 28 février 1934 donnant au gouvernement le pouvoir de modifier par décrets le tarif douanier;

Vu la loi du 8 juillet 1934 sur la répression des fraudes dans la vente de la soie et des tissus de soie;

Sur le rapport du président du conseil, du ministre des affaires étrangères, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre de l'agriculture et du ministre des finances;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La dénomination « soie artificielle » est remplacée dans le tarif douanier par l'appellation « rayonne ».

ART. 2. — Le président du conseil, le ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 janvier 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,

P. E. FLANDIN.

Le ministre des affaires étrangères,

Pierre LAVAL.

Le ministre du commerce et de l'industrie,

Paul MARCHANDEAU.

Le ministre de l'agriculture,

Emile CASSEZ.

Le ministre des finances,

Germain MARTIN.

Arrangement commercial entre la France et l'union économique belgo-luxembourgeoise

ARRETE N° 281 promulguant au Togo le décret du 6 avril 1935 portant publication et mise en application provisoire, de l'arrangement commercial du 6 avril 1935 entre la France et l'union économique belgo-luxembourgeoise.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 avril 1935 portant publication et mise en application provisoire, de l'arrangement commercial du 6 avril 1935 entre la France et l'union économique belgo-luxembourgeoise;

Vu la circulaire ministérielle n° 971 du 13 mai 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 6 avril 1935 portant publication et mise en application provisoire de l'arrangement commercial du 6 avril 1935 entre la France et l'union économique belgo-luxembourgeoise.

Porto-Novo, le 20 juin 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875;

Vu la loi du 29 juillet 1919;

Vu le décret du 15 novembre 1934 modifiant les droits de douane à l'importation de certaines catégories de laine, de fils et tissus de laine;

Sur la proposition du président du conseil, ministre des affaires étrangères et du ministre du commerce et de l'industrie;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrangement commercial conclu à Bruxelles, le 6 avril 1935, entre la France et l'union économique belgo-luxembourgeoise, et dont le texte suit, sera mis en application provisoire dans les délais légaux, dès sa publication au journal officiel en attendant son approbation par le sénat et par la chambre des députés.

ARRANGEMENT COMMERCIAL

ENTRE LA FRANCE ET L'UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Bruxelles, le 6 avril 1935.

Le gouvernement français et les gouvernements belge et luxembourgeois constatent leur commune préoccupation d'éviter que les modifications survenues dans les régimes monétaires de l'union économique belgo-luxembourgeoise puissent entraîner des perturbations dans les échanges commerciaux des trois pays.

Le gouvernement français prend acte, à cet égard, de la décision des gouvernements belge et luxembourgeois d'appliquer toutes mesures utiles pour empêcher que, sous l'effet de la dévaluation, se produisent un afflux de marchandises sur le marché français et des ventes à des prix de nature à en troubler l'économie.

En conséquence, les gouvernements ont convenu des dispositions suivantes :

1^o — En ce qui concerne les marchandises faisant l'objet d'une entente privée entre producteurs reconnue par les gouvernements, les groupements intéressés seront invités à assurer l'application des principes ci-dessus énoncés. Au cas où il n'y parviendraient pas à bref délai, les gouvernements se concerteraient en vue d'adopter les mesures nécessaires ;

2^o — En ce qui concerne les produits contingentés à l'importation en France, l'octroi des certificats et licences de contingentements sera subordonné à un engagement écrit du vendeur de pratiquer des prix qui ne seront pas inférieurs aux prix courants, tels qu'ils étaient ou auraient dû être pratiqués sur le marché français s'il n'y avait pas eu la dévaluation. Tout manquement à cet engagement entraînera l'exclusion du vendeur pour une période d'une année de toute participation aux contingentements. Les quantités de marchandises qui auraient été importées à des conditions contrevenant aux dispositions ci-dessus viendront, après que le manquement aura été dûment constaté et notifié, en déduction de la part attribuée à l'union économique dans les contingentements français ;

3^o — En ce qui concerne les marchandises qui ne rentrent pas dans les catégories ci-dessus, les gouvernements belge et luxembourgeois s'engagent à empêcher, s'il y a lieu, par l'établissement de licences que les exportations vers la France se fassent par l'effet de la dévaluation, à des prix qui seraient inférieurs aux prix courants tels qu'ils étaient ou auraient dû

être pratiqués sur le marché français s'il n'y avait pas eu la dévaluation ;

4^o — A la faveur du présent accord, des négociations commerciales seront immédiatement engagées sur la base des suggestions concrètes qui ont retenu l'attention des trois gouvernements.

Le présent arrangement est valable pour une période de six mois. Il pourra y être mis fin à tout moment à une date antérieure si les gouvernements reconnaissent que l'adaptation des prix est suffisante. Ils se concerteront en tous cas avant l'expiration du terme de six mois au sujet de la prorogation éventuelle de l'accord.

Bruxelles, le 6 avril 1935.

Signé : CLAUDEL,

— VAN ZEELAND,

— LE COMTE DE MARCHANT ET D'ANSEBOURG.

ART. 2. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 avril 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,

P. E. FLANDIN.

Le ministre des affaires étrangères,

Pierre LAVAL.

Le ministre du commerce et de l'industrie,

Paul MARCHANDEAU.

Lettres échangées entre la France et l'Allemagne

ARRETE N° 278 promulguant au Togo le décret du 4 mai 1935 portant publication et mise en application à titre provisoire des lettres échangées le 16 avril 1935 entre la France et l'Allemagne.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 4 mai 1935 portant publication et mise en application à titre provisoire des lettres échangées le 16 avril 1935 entre la France et l'Allemagne ;

Vu la circulaire ministérielle n° 991 du 13 mai 1935 ;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 4 mai 1935 portant publication et mise en application à titre provisoire des lettres échangées le 16 avril 1935 entre la France et l'Allemagne.

Porto-Novo, le 20 juin 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875;

Vu la loi du 29 juillet 1919;

Sur la proposition du président du conseil, du ministre des affaires étrangères et du ministre du commerce et de l'industrie;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les lettres échangées le 6 avril 1935 entre la France et l'Allemagne, qui ont pour objet de prohiber l'introduction en Allemagne des marchandises françaises dont les importateurs ne sont pas en règle avec la législation allemande sur les devises, seront insérées au journal officiel.

Les dispositions qui y sont prévues entreront en application à dater du 6 mai, en attendant leur approbation par le sénat et par la chambre des députés.

A Son Excellence M. François-PONCET, ambassadeur de la République française, à Berlin

Berlin, le 16 avril 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant aux lettres échangées le 30 mars 1935 entre le président de la délégation allemande et le président de la délégation française, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le gouvernement allemand prendra des dispositions en vue de n'admettre à la consommation sur le territoire douanier allemand ou en admission temporaire (Vormerkverkehr), sauf exceptions, que les marchandises d'origine française pour lesquelles, au moment du dédouanement, sera présenté un certificat de devises ou une promesse ferme de certificat (Verbindliche Zusage). Les modalités d'application, ainsi que les exceptions, seront fixées d'un commun accord par les deux commissions permanentes.

Cet échange de notes sera ratifié. Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Berlin.

Toutefois, les parties contractantes sont d'accord pour le mettre en application à titre provisoire à partir du 6 mai 1935.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'ambassadeur, pour vous renouveler l'assurance de ma très haute considération.

Signé : BULOW.

A Son Excellence M. LE-BARON VON NEURATH, ministre des affaires étrangères, Berlin

Berlin, le 16 avril 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A la date de ce jour, vous avez bien voulu m'adresser la communication suivante :

« Me référant aux lettres échangées le 30 mars 1935 entre le président de la délégation allemande et le président de la délégation française, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le gouvernement allemand prendra des dispositions en vue de n'admettre à la

consommation sur le territoire douanier allemand ou en admission temporaire (Vormerkverkehr), sauf exceptions que les marchandises d'origine française pour lesquelles, au moment du dédouanement sera présenté un certificat de devises ou une promesse ferme de certificat (Verbindliche Zusage). Les modalités d'application, ainsi que les exceptions, seront fixées d'un commun accord par les deux commissions permanentes.

« Cet échange de notes sera ratifié. Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Berlin.

« Toutefois, les parties contractantes sont d'accord pour le mettre en application à titre provisoire à partir du 6 mai 1935 ».

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication dont je prends acte au nom du gouvernement français.

Je saisis cette occasion, Monsieur le ministre, pour vous renouveler les assurances de ma très haute considération.

Signé : François-PONCET.

Contrôle sur les films cinématographiques les disques phonographiques

ARRETE N° 282 promulguant au Togo le décret du 13 mai 1935 relatif à l'organisation au Togo d'un contrôle sur les films cinématographiques, les disques phonographiques, les prises de vues cinématographiques et les enregistrements sonores.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 13 mai 1935 relatif à l'organisation au Togo d'un contrôle sur les films cinématographiques, les disques phonographiques, les prises de vues cinématographiques et les enregistrements sonores;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 13 mai 1935 relatif à l'organisation au Togo d'un contrôle sur les films cinématographiques, les disques phonographiques, les prises de vues cinématographiques et les enregistrements sonores.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 20 juin 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République française au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 29 décembre 1922, relatif au régime de la presse au Togo;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

DECRETE :

TITRE PREMIER

CONTRÔLE DES FILMS CINÉMATOGRAPHIQUES ET DES DISQUES PHONOGRAPHIQUES

ARTICLE PREMIER. — Aucun film cinématographique ne peut être représenté publiquement dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France; si ce film, son titre et ses sous-titres, n'ont obtenu le visa du Commissaire de la République.

ART. 2. — Ce visa ne peut être accordé que sur avis conforme de la commission de contrôle prévue à l'article suivant.

L'indication du visa doit figurer sur les affiches et programmes illustrés ou non. Avant que ces documents soient rendus publics, deux exemplaires de chacun d'eux seront déposés entre les mains du chef de la circonscription administrative ou le film doit être projeté.

ART. 3. — Il est institué à Lomé une commission de contrôle, dont les membres sont désignés par arrêté du Commissaire de la République à l'effet d'examiner les livrets ou scénarios, les affiches, les programmes et, s'il y a lieu, les films eux-mêmes en vue d'accorder ou de refuser le visa de contrôle prévu par l'article ci-dessus. Toutefois, la dispense de la formalité du visa peut être accordée pour les films dont la production en public est autorisée en Afrique occidentale française.

ART. 4. — Après avoir procédé à l'examen des films, la commission dresse la liste de ceux de ces films reconnus susceptibles d'être visés.

A cet effet, elle prend en considération l'ensemble des intérêts nationaux et locaux en jeu et, spécialement, l'intérêt de la conservation des mœurs et traditions nationales et locales.

ART. 5. — L'avis de la commission est émis, soit immédiatement au vu du livret du scénario, des affiches et des programmes soit dans le délai de trois jours si le film a été projeté devant elle.

L'avis accordant ou refusant le visa est notifié par écrit à l'entrepreneur de cinéma intéressé.

Si la commission décide que le film ne pourra être projeté qu'avec des coupures, les passages censurés sont sommairement énoncés au procès-verbal qu'elle adresse au Commissaire de la République.

ART. 6. — L'importation, la circulation, la reproduction et la cession des disques phonographiques ne sont autorisées qu'après avis de la commission prévue par l'article 2 et à laquelle sera adjoint, le cas échéant, un interprète de l'indigène employé.

Toutefois, la commission n'est pas tenue d'entendre chaque disque soumis à son contrôle. Elle peut délè-

guer à ce soin un ou plusieurs de ses membres, à charge pour celui-ci ou ceux-ci de lui signaler les disques suspects.

Après avoir entendu le rapport de son ou de ses délégués et fait reproduire devant elle, s'il y a lieu, les disques signalés suspects, la commission émettra, dans les conditions fixées par les articles précédents, un avis sur l'opportunité d'accorder ou de refuser le visa de contrôle.

TITRE II

CONTRÔLE DES PRISES DE VUES CINÉMATOGRAPHIQUES ET DES ENREGISTREMENTS SONORES

ART. 7. — Toute personne, désireuse de procéder à des prises de vues cinématographiques ou à des enregistrements sonores, adressera une requête écrite au Commissaire de la République.

A cette requête, qui contiendra tous renseignements utiles sur l'état civil et, s'il y a lieu, sur les références professionnelles de l'entrepreneur, celui-ci joindra le scénario qu'il projette de filmer ou, s'il s'agit de disques phonographiques, le texte musical chanté ou parlé qu'il projette d'enregistrer.

ART. 8. — La commission du contrôle, instituée par les articles 2 et suivants du présent décret, émettra, après examen, un avis sur l'opportunité d'accorder ou de refuser l'autorisation sollicitée.

Elle indiquera, dans le premier cas, s'il y a lieu de supprimer certains passages du film ou du disque projeté.

ART. 9. — Si l'autorisation est accordée, l'entrepreneur fixera, après entente avec le chef de la circonscription administrative intéressé, le jour, le lieu et l'heure auxquels il sera procédé aux prises de vues ou aux enregistrements sonores, de telle sorte que le fonctionnaire susvisé, ou son délégué, puisse se rendre sur place afin de vérifier si l'opération effectuée est exactement conforme à celle qui a été autorisée.

TITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES

ART. 10. — Les frais d'examen et de visa des scénarios, livrets, textes divers, films et disques, y compris les frais de vérification des traductions des titres et des sous-titres, sont à la charge des intéressés.

ART. 11. — Les prescriptions du présent décret ne font pas obstacle aux mesures de police qui peuvent être prises par l'administration locale.

Si, dans un établissement ouvert au public, ont été représentés ou reproduits, soit un film interdit ou non visé, soit la partie censurée d'un film, soit un disque interdit ou non visé, l'autorité administrative locale pourra faire procéder à la fermeture immédiate de cet établissement.

ART. 12. — Toute infraction aux prescriptions du présent décret sera punie d'une amende de 100 à 5.000 francs et de la confiscation des films ou disques

incriminés, sans préjudice des peines édictées contre tous actes constituant des crimes ou délits.

ART. 13. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française, au journal officiel du territoire du Togo, et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 13 mai 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Louis ROLLIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Georges PERNOT.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Droit de statistique

ARRETE N° 152 modifiant l'arrêté du 31 décembre 1932 établissant dans le territoire du Togo un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 74 du décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1932 établissant un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie; ensemble l'arrêté du 31 mars 1933 le complétant;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier, paragraphe A de l'arrêté du 31 décembre 1932 susvisé, est ainsi complété :

En ce qui concerne les huiles de palme, la taxe de statistique est perçue selon les taux et sur les bases fixées ainsi qu'il suit :

Huile de palme à l'importation, par colis . . . 1 fr.
Huile de palme à l'exportation :
Par colis de moins de 25 kgs. brut . . . 0,20
Par colis de 25 à 50 kgs. brut . . . 0,40
Par colis de 50 kgs. et plus . . . 1 fr.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 avril 1935.

BOURGINE.

Taxe perçue à l'occasion des coupes de bois

ARRETE N° 167 fixant le tarif de la taxe perçue à l'occasion des coupes de bois au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 17 novembre 1934 réglementant la coupe des bois au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif de la taxe prévue à l'article 1^{er} de l'arrêté du 17 novembre 1934 susvisé est fixé conformément au tableau ci-après :

Nature des arbres	Circonférence minima à 2m. du collet de la racine pour que l'arbre puisse être abattu	Taxe d'abatage par arbre
Acajou (Khaya sénégale-sia)	2 m, 30	300 frs
Iroco ou Frimou (Chloro-pbora Excelsa)	2 m, 50	250 —
Ebénier (Diospyros mospi-liformia)	0 m, 80	150 —
Autres espèces.	1 m, 50	100 —
Bois de chauffage domes-tique (par stère)		5 —

Pour les arbres présentant des arêtes à la base la circonférence sera prise 0m,50 au-dessus de l'extrémité de ces arêtes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 avril 1935.

BOURGINE.

Virement de crédits au budget de la commune mixte

ARRETE N° 259 portant virement de crédits au budget de la commune mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment les articles 336 et 337;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant le fonctionnement des communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu l'approbation, le 31 décembre 1934, du budget primitif de la commune mixte de Lomé, exercice 1935;

Vu la délibération en date du 27 avril 1935 de la commission municipale de Lomé;

Vu le rapport 465 C. M. du 3 mai 1935 de l'administrateur-maire;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La commune mixte de Lomé est autorisée à modifier comme suit les inscriptions prévues au budget primitif 1935 :

1^o — Paragraphe 6, article 13, chapitre 1^{er} (95.000 frs.) achat et entretien du matériel pour enlèvement d'ordures ménagères :

a) Achat de poubelles etc.	10.000 au lieu de 3.000
b) Trains d'ordures . . .	52.000 au lieu de 55.000
c) Achat d'un camion . . .	24.000 au lieu de 25.000
d) Transport par camion etc.	1.500 au lieu de 2.000
e) Carburants	7.000 au lieu de 9.000
f) Imprévus	500 au lieu de 1.000
	<hr/>
	95.000 95.000

2^o — Paragraphe 7, article 13, chapitre 1^{er} (36.000 frs.) achat et entretien du matériel roulant pour enlèvement des vidanges de la ville :

a) Achat de tinettes . . .	11.500 au lieu de 4.000
b) Achat d'un camion . . .	24.000 au lieu de 25.000
c) Carburants etc.	5.000 au lieu de 6.000
d) Imprévus	500 au lieu de 1.000
	<hr/>
	41.000 36.000

Il sera pourvu à l'insuffisance de 5.000 francs indiquée ci-dessus au moyen d'un crédit d'égale somme inscrit au budget supplémentaire de 1935.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 8 juin 1935.

BOURGINE.

Règlement du compte administratif de la commune mixte

ARRETE N° 260 portant règlement du compte administratif de la commune mixte de Lomé pour l'exercice 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo, promulgué par arrêté du 9 décembre 1929;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu le procès-verbal de la délibération de la commission municipale de Lomé en date du 27 avril 1935;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le compte administratif du budget de la commune mixte de Lomé, pour l'exercice 1934, est arrêté comme suit :

En recettes. — A un million trois cent soixante et onze mille trois cent cinquante cinq francs vingt cinq centimes (1.371.355,25).

En dépenses. — A un million deux cent cinquante deux mille huit cent vingt six francs quatre vingt quatorze centimes (1.252.826,94), laissant un excédent de recettes de cent dix huit mille cinq cent vingt huit francs trente et un centimes (118.528,31), qui sera reporté au budget supplémentaire de l'exercice 1935.

ART. 2. — Sont annulés les crédits restants disponibles aux divers chapitres à la clôture de l'exercice 1934, et dont le montant s'élève à deux cent soixante huit mille cent treize francs six centimes (268.113,06).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 8 juin 1935.

BOURGINE.

Approbation du budget supplémentaire de la commune mixte

ARRETE N° 261 portant approbation du budget supplémentaire de la commune mixte de Lomé, exercice 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est arrêté comme suit le budget supplémentaire de la commune mixte de Lomé pour l'exercice 1935 :

Recettes. — Cent vingt mille neuf cent quatre vingt huit francs trente et un centimes (120.988,31).

Dépenses. — Dix sept mille francs (17.000,00).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 8 juin 1935.

BOURGINE.

Laboratoire de chimie et de bactériologie

ARRETE N° 266 complétant l'arrêté n° 188 du 1^{er} avril 1932 réorganisant le mode de fonctionnement des laboratoires de chimie et de bactériologie du Togo et fixant le tarif des analyses effectuées à titre onéreux par ces laboratoires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 24 du 9 janvier 1928 réorganisant le mode de fonctionnement des laboratoires de chimie et de bactériologie du Togo et fixant le tarif des analyses effectuées à titre onéreux par ces laboratoires;

Vu l'arrêté n° 188 du 1^{er} avril 1932 portant modification à l'arrêté du 9 janvier 1928, réorganisant le mode de fonctionnement des laboratoires de chimie et de bactériologie du Togo et fixant les tarifs des analyses effectuées à titre onéreux par ces laboratoires;

Sur la proposition du chef du service de santé;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1 de l'arrêté n° 188 du 1^{er} avril 1932 est complété ainsi que suit :

LABORATOIRE DE BACTÉRIOLOGIE**1^o — Examens microscopiques de pratique courante**

Examens microscopiques simples, directs, ou après coloration simple, ou après coloration de gram (parasites intestinaux — gonocoques etc. 15 francs

Autres recherches (Amibes, Bilharzie) 20 francs

2^o — Examens microscopiques spéciaux

Colorations spéciales : (Fontana — Tribondeau, giemsa zichi, neelson etc) 20 francs

Numération globulaires 40 francs

Cytologie — Formule leucocytaire 30 francs

Examen après homogénéisation 35 francs

Examen après inoculation à un animal 60 francs

Examen après culture 40 francs

3^o — Technique de laboratoire**1^o — Analyses bactériologiques :**

(Eaux, excreta — secreta) 120 francs

Auto-vaccins 100 francs

2^o — Séro-diagnostics :

a) par agglutination 50 francs

b) par flocculation (hecht — Meinicke etc) 60 francs

c) par déviation du complément (Wasser-mann) etc 80 francs

ART. 2. — Le présent arrêté, qui aura son effet pour compter du 1^{er} mai 1935, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1935.

BOURGINE.

Permis de construire, hygiène, urbanisme et voirie

ARRETE N° 267 réglementant les permis de construire, l'hygiène, l'urbanisme, la voirie dans les centres urbains du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 127 du 17 novembre 1921 réglementant le service de la voirie dans les centres urbains du Togo; ensemble tous textes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo;

Vu le décret du 14 décembre 1927 portant réglementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes dans le territoire du Togo;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu le décret du 11 novembre 1929 sur la protection de la santé publique au Togo;

Vu l'arrêté du 16 mai 1931 édictant des mesures d'urbanisme et d'hygiène pour la ville de Lomé;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

Après avis du conseil supérieur d'hygiène et de salubrité publique;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :**CHAPITRE I****AUTORISATION DE CONSTRUIRE.**

ARTICLE PREMIER. — Sur le territoire des centres urbains du Togo, aucune construction ne peut être édictée, transformée, démolie partiellement ou en totalité, ou subir de grosses réparations sans une autorisation délivrée par le chef de la circonscription administrative qui statue après instruction.

Le permis de construire n'a d'ailleurs que la valeur d'un acte d'édilité en matière de voirie; il n'est pas attributif de droit réel en matière foncière. Il ne peut être accordé que sous réserve des droits des tiers et des droits de l'administration.

ART. 2. — La demande établie sur timbre doit mentionner :

1^o — Nom, prénoms profession ou qualité, domicile et nationalité du requérant;

2^o — Désignation exacte du lieu des travaux à entreprendre et durée probable des travaux et s'il y a lieu le désir du pétitionnaire d'occuper temporairement une partie de la voie publique pour y déposer des matériaux ou y constituer une annexe de son chantier.

ART. 3. — Il est joint à la demande :

1^o — Un plan de la concession avec indication précise de la superficie, mention des rues avoisinantes, des lots contigus, ainsi que l'indication distincte des constructions existantes et de celles faisant l'objet de la demande;

2^o — Un projet de la construction avec indication des dimensions des pièces habitables et des ouvertures, nombre et nature des saillies;

3° — L'indication des matériaux qui doivent être employés;

4° — La destination de l'immeuble et le nombre de personnes qui doivent l'habiter;

5° — La valeur de l'immeuble projeté.

Les plans joints à la demande doivent être datés et porter le nom de l'architecte ou de l'entrepreneur.

ART. 4. — Après s'être assuré que le dossier qui lui est remis est établi conformément aux prescriptions ci-dessus, le chef de la circonscription administrative en délivre au requérant un récépissé dont la date marque le point de départ du délai d'instruction de la demande.

Il communique celle-ci successivement :

1° — Au médecin chargé de l'hygiène, qui doit rechercher si toutes les conditions de salubrité et d'aération sont prévues;

2° — Aux chefs des services publics, agents-voyers, etc., susceptibles d'être intéressés par le projet, en ce qui concerne les servitudes d'esthétique, d'alignement ou autres.

Les dossiers doivent être visés par le receveur des domaines en vue de la conservation des droits du Territoire.

Si la construction est à usage d'exploitation agricole, commerciale ou industrielle avec utilisation ultérieure d'un personnel salarié, l'avis de l'inspecteur du travail est également requis.

Après quoi il est statué sur chaque demande par le chef de la circonscription qui avise le requérant soit de l'autorisation qui lui est accordée, soit des raisons qui ne permettent pas de l'accorder.

Une décision de rejet peut être portée en appel devant le Commissaire de la République dans le mois qui suit le rejet.

ART. 5. — Faute par le chef de la circonscription de notifier sa décision dans le délai de 30 jours à compter de la date du récépissé, le requérant pourra se considérer comme bénéficiaire du permis de construire, sous réserve d'observation de toutes prescriptions réglementaires.

Tout renvoi motivé au requérant d'un dossier de construction est interrupteur de ce délai de 30 jours; le nouveau délai de 30 jours part à compter du jour du dépôt nouvellement effectué après satisfaction à la demande de retouche faite par l'administration.

ART. 6. — Le permis de construire est caduc si les travaux n'ont pas été commencés dans les six mois qui suivent soit sa délivrance, soit l'expiration du délai de 30 jours prévu à l'article 5 ci-dessus, sauf cas de force majeure dont l'appréciation est laissée à l'autorité à qui est adressé la demande d'autorisation de construire auquel cas un délai de six mois supplémentaires peut lui être accordé.

Le chef de la circonscription peut, après mise en demeure annuler le permis si les travaux ont été interrompus pendant une durée d'un an à moins que le

requérant ne produise la preuve qu'il y a eu cas de force majeure.

Si le permis est annulé il en est rendu compte au Commissaire de la République qui peut, en conseil d'administration, accorder un délai supplémentaire de six mois. Passé ce nouveau délai le Commissaire de la République pourra ordonner la destruction des travaux entrepris.

Le requérant qui aurait bénéficié d'un permis frappé ultérieurement d'annulation, ne peut obtenir une nouvelle autorisation que sur décision du Commissaire de la République.

Est également réservée à la compétence du Commissaire de la République la prorogation, pour raison de force majeure, des délais fixés soit pour l'ouverture, soit pour la clôture des travaux.

ART. 7. — *Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes.* — Les établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes restent, en outre des prescriptions du présent arrêté soumis à la réglementation spéciale qui les concerne.

CHAPITRE II

CONDITIONS IMPOSÉES POUR ASSURER LA SALUBRITÉ DES CONSTRUCTIONS

ART. 8. — *Superficie.* — Les constructions (maisons d'habitation, hangars, boutiques, magasins) ne peuvent occuper une superficie supérieure aux 2/3 de la totalité de la concession.

X Chaque construction destinée au logement doit comprendre une superficie d'au moins 10 m² par habitant.

X Cette superficie est ramenée à 5 m² par personne pour les constructions destinées à loger les travailleurs, manœuvres, ouvriers ou employés.

ART. 9. — *Matériaux.* — Les constructions de toute nature seront édifiées en matériaux durs et durables tels que brique cuite, pierre, chaux, ciment, béton, fer, etc. . . .

Sont exclus les matériaux provisoires, tels que : torchis, banco, pisé, planche, carton bitumé, tôle, paille, clayonnage, douve ou cercle de barrique etc. . .

La tôle peut être admise pour les toitures et pour la construction des magasins, sous réserve que ces magasins soient entièrement démontables. L'autorisation de les édifier ne sera accordée qu'à titre provisoire, pour une durée déterminée par l'autorité administrative compétente.

Les matériaux inflammables sont seuls admis pour la couverture des toitures.

Les clôtures en bordure de la voie publique peuvent être en maçonnerie, bois découpé et peint, fer forgé peint, fonte, à l'exclusion de la tôle ondulée et des douves. A défaut, les clôtures peuvent être constituées par du grillage métallique ou du fil de fer renforcé de haies vives, de plantes ornementales, uniformément taillées à 1 m,50 de hauteur.

Les enduits extérieurs seront de couleur claire, la couleur blanche exceptée. Les constructions blanchies

à la chaux seront reblanchies tous les deux ans au moins. Le crépissage et les enduits des autres immeubles seront constamment maintenus en bon état.

Les autorisations demandées pourront être refusées lorsque les matériaux proposés et leur mise en œuvre ne présenteront pas les garanties nécessaires pour la sécurité et la salubrité publique.

ART. 10. — *Nettoisement du terrain au cours des travaux.* — Avant l'exécution des travaux de terrassement, le terrain sera nettoyé.

Au cours des travaux les fouilles seront désinfectées chimiquement toutes les fois qu'il sera nécessaire, au moins chaque fois que les travaux seront interrompus pour une durée de quarante huit heures, une fois par semaine en cas d'interruption prolongée des travaux, et en général à toute injonction et suivant les instructions du service d'hygiène.

Toutes les précautions nécessaires seront prises pour éviter la stagnation des eaux pendant les travaux et pour combler, après leur achèvement, toutes les dépressions creusées, de façon que l'écoulement soit assuré.

ART. 11. — *Les étables, bergeries, porcheries, parcs à bœufs, etc.* — Ne pourront être installés à l'intérieur du périmètre urbain qu'après avis favorable du service vétérinaire et autorisation du chef de la circonscription administrative et du chef du service d'hygiène. Les conditions de l'installation sont fixées par la décision accordant l'autorisation.

ART. 12. — *Ecoulement des eaux de pluies.* — Toutes les parties des constructions habitées ou non, les toitures des terrasses, chenaux et gouttières, cours, passage, dépendances etc. . . doivent présenter des dispositions de nature à assurer l'écoulement sans stagnation des eaux pluviales ou des eaux d'infiltration.

Aucun tuyau d'évacuation de matières usées ne débouchera dans les gouttières et conduites destinées aux eaux de pluie ou d'infiltration.

ART. 13. — *Réservoirs — Citernes — Puits* — Les réservoirs d'eau potable, les citernes, les puits auront leur parois étanches et fermées de matériaux qui ne puissent causer l'altération des eaux.

Les réservoirs enterrés partiellement ne pourront être distants de moins de dix mètres des dépôts de fumier ou d'immondices, water-closets.

Ils seront tenus en état constant de propreté et désinfectés. Leur suppression pourra être toujours prescrite par le service d'hygiène. Les puits et citernes interdits à titre définitif seront comblés jusqu'au niveau du sol.

Les orifices de puisage des puits et citernes seront munis d'une margelle en maçonnerie permettant l'adaptation exacte d'un couvercle plein ou grillagé emboîtant l'orifice de manière à empêcher le passage des moustiques. Le couvercle plein ou le grillage devront être maintenus constamment en bon état.

Les bassins et réservoirs à air libre, lavoirs, abreuvoirs réceptifs destinés à l'arrosage, devront être munis d'un orifice d'écoulement déclive permettant l'évacuation complète de l'eau après usage.

ART 14. — *Cabinets d'aisance.* — Toute maison ayant l'eau courante devra posséder obligatoirement une fosse septique; cette fosse septique devra être surélevée d'environ un mètre, ou de toute autre façon visitable. Elle ne devra recevoir strictement que les matières excrémentielles, les eaux savonneuses devant passer par une autre canalisation que celle du water-closet.

Elle sera établie suivant un plan-type établi par le service des travaux publics, approuvé par l'administration.

Il devra exister par immeuble habité au moins un cabinet d'aisance pour les occupants et, autant que possible, un autre pour le personnel domestique.

Tout cabinet d'aisance sera installé dans un local aéré et éclairé directement.

L'installation comportera, autant que possible, un système d'évacuation par chasse d'eau fonctionnant soit à la main au moyen d'une chaîne de tirage, soit par tout autre procédé agréé par le service d'hygiène.

Le bassin de réserve alimentant le réservoir de chasse devra être établi conformément aux prescriptions de l'article 13 ci-dessus.

En cas d'impossibilité d'installation de chasse d'eau les tinettes mobiles seront obligatoires.

Elles devront être vidées, désinfectées chaque jour. Les heures d'enlèvement des tinettes seront fixées par les chefs des circonscription ou des centres urbains qui indiqueront en même temps, les emplacements où elles seront vidées.

Urinoirs. — Les urinoirs seront installés soit à l'air libre sur une aire cimentée, soit dans des locaux aérés et ventilés directement sur l'extérieur.

Ils seront pourvus d'effets d'eau suffisants et seront entretenus et désinfectés.

Le service d'hygiène pourra toujours prescrire la suppression des installations fonctionnant d'une manière défectueuse.

ART. 15. — *Evacuation des eaux usées.* — Les ouvrages destinés à recevoir les matières usées auront leur revêtements intérieurs lisses et imperméables et seront hermétiquement fermés.

Toutes les conduites d'évacuation des matières usées doivent être facilement accessibles.

Les pompes et appareils adducteurs d'eau potable seront disposés de manière qu'aucune souillure ne soit possible du fait de l'écoulement des eaux usées.

CHAPITRE III

PLANS D'ALIGNEMENT — REGLEMENT DE VOIRIE

ART. 16. — *Plans d'alignement.* — Les plans d'alignement ayant pour effet de modifier les emprises du domaine public sur le territoire des centres urbains

sont rendus exécutoires et déclarés d'utilité publique sur la proposition du chef de la circonscription administrative après accomplissement des formalités indiquées ci-après.

ART. 17. — *Enquête préalable.* — Les plans d'alignement avec toutes pièces justificatives, après avoir été arrêtés par le chef de la circonscription administrative et agréés, le cas échéant, par la commission municipale, seront déposés au bureau de la circonscription.

Avis de ce dépôt et du point de départ du délai d'un mois sera donné au préalable par voie d'affiches et insertion au journal officiel du Territoire.

Un registre d'enquête sera joint au dossier déposé à la circonscription et restera ouvert pendant toute la durée du dépôt pour recevoir les réclamations et dires des intéressés.

ART. 18. — A l'expiration du délai d'un mois, le dossier comprenant toutes les pièces de l'enquête sera transmis avec l'avis du commissaire enquêteur désigné par le chef de la circonscription administrative au Commissaire de la République qui statuera comme il est dit à l'article 16.

ART. 19. — *Délaissés de voirie.* — Lorsqu'un plan d'alignement approuvé comportera en certains points la réduction de la largeur d'une voie existante les riverains pourront s'avancer jusqu'à l'alignement approuvé sous réserve d'accomplissement des formalités suivantes :

L'autorisation d'occuper le terrain rendu libre sera accordée aux riverains, sur leur demande, par arrêté du Commissaire de la République, approuvé en conseil d'administration. L'arrêté d'autorisation indiquera la superficie du terrain à occuper et le prix de cession. Le bénéficiaire de l'autorisation devra acquitter le prix du terrain entre les mains du receveur des domaines après quoi il sera réputé propriétaire du sol et pourra l'occuper.

ART. 20. — *Elargissement des rues — Ouverture de voies nouvelles.* — Lorsque le plan d'alignement prévoira un élargissement de la voie existante ou l'ouverture d'une voie nouvelle, il y aura lieu de distinguer suivant que ses emprises affecteront des terrains libres de toutes constructions ou des terrains bâtis.

Dans le premier cas, l'approbation du plan d'alignement aura pour effet d'interdire toute construction de quelque nature que ce soit (bâtiments, murs, clôtures, etc.) sur les terrains compris dans les limites des emprises.

Dans le second cas, l'approbation du plan frappera les constructions existantes de la servitude d'alignement.

Tous les travaux exécutés dans ces immeubles sont soumis aux prescriptions des articles 23 et 24 ci-après.

ART. 21. — *Permission de voirie.* — Toute demande de permission de voirie ayant pour objet d'établir des constructions le long des voies de communication comprises dans le domaine public, de modifier les façades

de celles qui existent, d'établir un mur de clôture, de faire ou de supprimer une plantation régulière ou de former une emprise quelconque sur le sol des voies publiques ou de leurs dépendances doit être produite et instruite dans les formes prévues au chapitre I^{er} du présent arrêté, sauf ce qui est dit à l'article suivant.

ART. 22. — L'alignement de la construction est donné par le chef de la circonscription administrative ou l'agent voyer, après que le pétitionnaire a versé contre récépissé le montant de la taxe d'alignement.

ART. 23. — *Servitude d'alignement.* — Tous ouvrages confortatifs sont interdits dans les constructions frappées d'alignement tant aux étages qu'au rez-de-chaussée.

Le chef de la circonscription administrative pourra prescrire la démolition des ouvrages qui auraient été exécutés dans le but de consolider les parties de l'immeuble en saillie sur l'alignement.

Toute construction neuve est interdite dans les parties des propriétés frappées de la servitude d'alignement.

Si un bâtiment en saillie menace ruine, le chef de la circonscription après expertise peut en ordonner la démolition aux frais du propriétaire et sans que ce dernier puisse prétendre à aucune indemnité.

ART. 24. — *Saillies.* — Les dispositions et dimensions des saillies autorisées sont fixées dans le permis de construire.

Aucune porte ne pourra s'ouvrir au dehors de manière à faire saillie sur la voie publique. Les fenêtres et volets du rez-de-chaussée qui s'ouvriraient au dehors seront fixés sur le mur de façade par des dispositifs d'arrêt.

ART. 25. — *Trottoirs.* — Les trottoirs ne pourront être construits qu'après autorisation de l'administration qui fixera les bordures, les points de hauteur et l'alignement.

ART. 26. — *Clôtures.* — Les clôtures en façade sur la voie publique seront rigoureusement alignées sur la ligne des bornes.

ART. 27. — *Plantations.* — Nul ne peut sans autorisation faire des plantations sur le sol de la voie publique, ni exercer un acte de jouissance quelconque sur une plantation située sur le sol de la voie publique.

ART. 28. — *Hygiène de la voie publique.* — Les riverains de la voie publique doivent la tenir en état de propreté jusqu'en son milieu.

Après mise en demeure et carence des particuliers, l'administration peut procéder d'office au nettoyage des portions de la voie publique qui incombent normalement aux riverains. Les opérations sont alors affectées aux frais des particuliers intéressés.

Lorsque le balayage et le désherbage sont assurés par l'administration, ils donnent lieu à une redevance dont le taux et les conditions de perception sont fixés par arrêté du Commissaire de la République.

Il est interdit de creuser des fosses ou autres trous destinés à l'enfouissement des immondices.

Les ordures ménagères devront être déposés par les soins des intéressés aux endroits désignés par le chef de la circonscription ou du centre urbain, qui fixera en même temps les heures pendant lesquelles ces dépôts sont autorisés.

S'il existe un service public d'enlèvement des ordures ménagères, celles-ci devront être déposées avant huit heures dans les poubelles munies d'un couvercle et placées devant chaque immeuble. Dès que les poubelles seront vides, elles devront être remises dans l'intérieur des cours ou des maisons jusqu'au lendemain matin.

Les boîtes de conserves vides, les bouteilles et en général tous les récipients de faible dimension devront être déposés dans une caisse spéciale dont le service de la voirie assurera le vidage.

ART. 39. — *Bâtiments menaçants ruine.* — La démolition des bâtiments menaçant ruine ou constituant un danger pour la salubrité publique pourra être prescrite par le chef de circonscription ou du centre urbain, après avis du service des travaux publics et du conseil local d'hygiène. La décision sera notifiée au propriétaire avec sommation d'avoir à effectuer les travaux dans un délai déterminé. En cas de non exécution il y sera procédé d'office, aux frais du propriétaire. Recours contre cette décision pourra être adressé au Commissaire de la République qui statuera en conseil d'administration.

CHAPITRE IV

OCCUPATIONS TEMPORAIRES

ART. 30. — Les autorisations d'occuper temporairement une partie de la voie publique, données dans les conditions des articles 21 et 22, pour y monter des échafaudages, y faire des dépôts de matériaux ou y exécuter des terrassements ne sont valables que pour un an. Passé ce délai l'entrepreneur devra demander leur renouvellement dans les mêmes formes.

Ces autorisations peuvent être modifiées ou révoquées, en tout ou partie, lorsque l'administration le juge utile à l'intérêt public.

Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions qui lui sont données, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

ART. 31. — *Echafaudage et dépôts sur la voie publique.* — Les échafaudages et dépôts sur la voie publique devront être disposés de manière à ne jamais entraver la circulation ni l'écoulement des eaux.

Ils devront être entourés d'une palissade et éclairés, la nuit, d'une manière suffisante, l'entrepreneur étant responsable des accidents qui viendraient à se produire par suite du défaut ou d'insuffisance d'éclairage.

Toutes les précautions utiles seront prises pour empêcher la chute d'outils ou de matériaux sur la voie publique et pour éviter les accidents quels qu'ils soient.

ART. 32. — *Tranchées sur la voie publique.* — Il

ne pourra être ouvert de tranchées dans le sol de la voie publique que sous la surveillance de l'administration qui se réserve le droit de les interdire, pendant la saison des pluies, lorsque le service d'hygiène l'estimera nécessaire.

Les tranchées longitudinales ne seront ouvertes qu'au fur et à mesure de l'avancement des travaux et les tranchées transversales que sur la moitié de la voie publique.

Les passerelles nécessaires seront établies pour permettre le passage des riverains, piétons et véhicules.

Les parties de tranchées qui ne pourront pas être comblées avant la fin de la journée devront être la nuit défendues par des barrières et éclairées.

ART. 33. — *Exécution des travaux.* — Les travaux désignés à l'article 32 seront exécutés sans interruption d'une durée maximum de huit jours. Passé ce délai l'entrepreneur ne pourra reprendre ses travaux sans en avoir avisé l'administration.

Si l'interruption des travaux est d'une durée supérieure à un mois, l'entrepreneur sera tenu de faire renouveler la permission de voirie dans les conditions réglementaires.

Il sera, toutefois, mis en demeure, s'il est nécessaire, de réparer les dommages causés aux voies publiques et à leurs dépendances. Faute par lui de se soumettre à cette mise en demeure à partir du quatrième jour, compté depuis le jour de la notification inclus, il sera procédé d'office, à ses frais aux travaux nécessaires, par les soins de l'administration.

ART. 34. — *Remise des lieux en état.* — Aussitôt après l'achèvement de leurs travaux, les permissionnaires sont tenus d'enlever tous décombres, matériaux, terres etc., de réparer tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie publique ou à ses dépendances et de rétablir dans leur premier état les fosses, talus, accotements, gazonnages, trottoirs etc. . . qui auraient pu être endommagés.

ART. 35. — *Étalages, terrasses de café.* — Les permissions d'installer des étalages, devantures de boutiques, terrasses de café et entreprises similaires sur le sol de la voie publique sont accordées par le chef de la circonscription administrative ou du centre urbain dans les conditions prévues aux articles 21 et 22 ci-dessus.

Elles sont essentiellement précaires et peuvent être révoquées sans préavis et sans que le permissionnaire ait droit à aucune indemnité.

CHAPITRE V

SERVITUDES D'ESTHÉTIQUE

ART. 36. — *Décoration des façades.* — Tout propriétaire qui fera construire soit en bordure soit en retrait des voies publiques sera tenu de présenter à ces voies des façades d'un style suffisant pour ne pas nuire à la perspective et pour contribuer à l'esthétique de la ville et se conformer aux servitudes existantes ou qui pourraient être créés.

ART. 37. — *Coloration des murs.* — Les colorations adoptées pour les façades des maisons ainsi que pour les murs devront être en harmonie avec l'ensemble de la voie ou du quartier.

ART. 38. — *Nettoyage des façades.* — La réfection des enduits, le blanchiment des murs et le renouvellement des peintures s'effectueront au moins tous les deux ans au début de la grande saison sèche.

ART. 39. — *Affichage.* — Toute apposition d'affiches, d'inscription ou d'enseignes est interdite dans les périmètres urbains en dehors des lieux à ce réservés.

ART. 40. — Toutes propriétés privées urbaines sont en outre susceptibles d'être assujetties aux servitudes d'hygiène, d'esthétique, d'alignement, de sécurité publique qui peuvent être imposées notamment par un plan d'aménagement et d'extension établi conformément aux dispositions réglementaires relatives au domaine public.

CHAPITRE VI SANCTIONS

ART. 41. — Les contraventions aux dispositions du présent arrêté relatives à l'hygiène et à la salubrité publique seront punies des peines de simple police ou en cas d'épidémie ou de tout autre danger imminent, de celles prévues par le décret du 11 novembre 1929 sur la protection de la santé publique au Togo.

Toute occupation irrégulière et toute dégradation du domaine public ou de ses dépendances, toute entrave opposée à l'exercice des servitudes établies seront sanctionnées conformément à l'article 8 du décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo.

Toutes les autres contraventions seront punies de peines de simple police sans préjudice des mesures qui pourraient être ordonnées par jugement à l'égard des contrevenants et indépendamment des sanctions administratives.

ART. 42. — *Portée de la réglementation.* — Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à tous les chefs-lieux de cercle et les localités constituées en communes-mixtes et pourront être étendues progressivement à tous les centres urbains.

ART. 43. — Est abrogé l'arrêté du 17 novembre 1921 réglementant le service de la voirie dans les centres urbains du Togo, ainsi que tous les textes le modifiant ou le complétant.

Sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraires au présent arrêté les dispositions de l'arrêté du 16 mai 1931 édictant des mesures d'urbanisme et d'hygiène pour la ville de Lomé.

ART. 44. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1935.
BOURGINE.

Transport du cacao

ARRETE N° 276 fixant provisoirement le prix de transport de la tonne de cacao pendant la saison intermédiaire 1935 dite « middle cropp ».

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 89 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf homologués par dépêche ministérielle n° 3415 du 28 octobre 1931 et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 690 du 20 octobre 1931 instituant un prix ferme de transport de Palimé-Lomé pendant la grande campagne de cacao;

Vu l'arrêté n° 619 du 3 décembre 1934 portant modification à l'arrêté n° 690 du 30 octobre 1931 susvisé;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 organisant le service des travaux public, du chemin de fer et du wharf;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le prix de transport de la tonne de cacao expédiée de Palimé ou Agou à destination de Lomé P. V. est fixé provisoirement à 100 frs. pendant la saison intermédiaire dite « middle cropp », du 16 juin au 1^{er} octobre 1935.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 juin 1935.

BOURGINE.

Vente de produits

ARRETE N° 277 réglementant la vente de certains produits durant les distributions de graines de semences faites aux indigènes par les sociétés de prévoyance.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif à la création de sociétés indigènes de prévoyance dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1934 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1935 portant création de sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles dans les cercles du Togo, et approuvant les statuts de sociétés;

Considérant que lorsque les sociétés de prévoyance procèdent à des distributions de graines de semences, la vente libre des produits correspondants, pendant la période s'écoulant entre la date de distribution et celle de mise en terre, risque d'inciter les indigènes à se déssaisir des graines à eux prêtées;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Lorsqu'il sera procédé par les soins des sociétés de prévoyance à des distributions de graines de semences, la vente des produits correspondants, soit sur les marchés, soit en dehors des marchés, ainsi que leur transport pourront être interdits pour une durée déterminée par décision de l'administrateur supérieur prise sur proposition des commandants de cercle. Des dérogations concernant l'interdiction de transport pourront être accordées par l'administrateur supérieur.

ART. 2. — Les infractions à ces décisions seront punies, selon le statut des contrevenants : par voie judiciaire de 1 à 15 francs d'amende, de 1 à 5 jours de prison, ou de l'une de ces deux peines seulement ; par voie administrative, des peines disciplinaires prévues à l'article 7 du décret du 24 mars 1923.

L'application de ces peines ne fera pas obstacle à l'exercice de poursuites basées sur l'article 4 du décret du 3 novembre 1934 susvisé, toutes les fois qu'il sera prouvé que les semences cédées proviennent de celles qui ont été avancées aux cultivateurs par les sociétés de prévoyance.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 juin 1935.

BOURGINE.

Films cinématographiques

ARRETE N° 284 abrogeant l'arrêté du 26 août 1932 réglementant l'introduction dans le territoire du Togo et la présentation en public des films cinématographiques.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté du 26 août 1932 réglementant l'introduction, dans le territoire du Togo, et la présentation en public des films cinématographiques ;

Vu le décret du 13 mai 1935 portant organisation dans le territoire du Togo d'un contrôle sur les films cinématographiques, les disques phonographiques, les prises de vues cinématographiques et les enregistrements sonores ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté susvisé du 26 août 1932 réglementant l'introduction dans le territoire du Togo et la présentation en public des films cinématographiques.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 20 juin 1935.

BOURGINE.

Indemnités de fonctions

ARRETE N° 285 modifiant l'arrêté du 20 mai 1933 fixant le taux d'indemnité de fonctions accordée aux moniteurs indigènes d'éducation physique.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 réorganisant l'enseignement officiel au Togo ;

Vu l'arrêté du 25 juillet 1927 instituant un service de l'éducation physique et des sports au Togo et l'instruction en date du 23 mars 1929 le complétant ;

Vu l'arrêté n° 324 du 20 mai 1933 fixant le taux d'indemnité de fonctions ;

Vu les prévisions budgétaires ;

Sur la proposition du chef du service de l'éducation physique et des sports ;

Vu l'avis du chef du service de l'enseignement ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'indemnité prévue en faveur des moniteurs indigènes d'éducation physique par l'arrêté du 20 mai 1933, est réduite à 200 francs (deux cents francs) pour l'année scolaire 1935 (1^{er} février 30 novembre).

La réduction de 20% prévue par l'arrêté du 26 novembre 1934 n'est pas applicable à cette indemnité.

ART. 2. — L'indemnité est essentiellement révocable. Elle n'est acquise que si les bénéficiaires remplissent effectivement les fonctions pour lesquelles elle est prévue. Le paiement peut en être suspendu ou supprimé par décision du Commissaire de la République sur la proposition des chefs hiérarchiques des intéressés ou du chef du service de l'éducation physique et des sports.

ART. 3. — Le contrôle des indemnités payées en exécution du présent arrêté sera assuré par le chef du service de l'éducation physique et des sports auquel les états d'allocation seront communiqués avant tout paiement.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 20 juin 1935.

BOURGINE.

MODIFICATIF à l'annexe de l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932 (J. O. T. page 409 du 1^{er} septembre 1932).

ARTICLE PREMIER

Au lieu de :

Deuxième catégorie :

Pavillon n° 5 C. F. T. (Rue du Champ de courses) :
1 pièce.

Lire :

Quatrième catégorie :

Pavillon n° 5 C. F. T. (Rue du Champ de course) :

A — côté sud — : 2 pièces

B — côté nord — : 2 pièces

ART. 2. — Le présent modificatif a son effet pour compter du 16 mai 1935.

Lomé, le 11 juin 1935.

Par le Commissaire de la République p. o.
L'administrateur supérieur,
GEISMAR.

NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Magistrature coloniale

Par décret du 3 avril 1935, rendu sur la proposition du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice, bénéficiant de la première majoration de traitement de 2.000 francs prévue par l'article 2 du décret du 27 juillet 1930, les magistrats dont les noms suivent :

.....

M. FORGUES, président du tribunal de 3^e classe de Lomé, à partir du 8 septembre 1934.

.....

Bénéficiant de la première majoration de traitement de 2.000 francs prévue par l'article 2 du décret du 27 juillet 1930, les magistrats dont les noms suivent, en raison de bonification d'ancienneté pour services militaires par application des lois des 1^{er} avril 1923, 17 avril 1924, 9 décembre 1927 ou 19 mars 1928.

.....

M. THEBAULT, procureur de la République près le tribunal de 3^e classe de Lomé, à partir du 19 janvier 1935.

.....

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Affectations

Par décisions des :

4 juin 1935. — M. DRONJOU, contrôleur de 3^e classe des douanes, en service à Lomé, est nommé chef du bureau des douanes de Lomé, en remplacement de M. TOQUÉ, contrôleur de 2^e classe, parti en congé.

15 juin 1935. — Les fonctionnaires embarqués sur vapeur *Canada* attendu à Lomé le 20 juin 1935, reçoivent les affectations suivantes :

M. MOURAGUES Albert, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies est affecté à Anécho en qualité d'adjoint au commandant de cercle. Il est en outre chargé de la présidence du tribunal du 1^{er} degré.

M. PINELLI Roch, agent comptable des chemins de fer est mis à la disposition du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf.

23 juin 1935. — M. LAUGIER, ingénieur-adjoint de 3^e classe des travaux publics, est nommé comptable-matières du garage central en remplacement du commis d'administration de 1^{re} classe FOLLY Michel, appelé à d'autres fonctions.

Par décision de l'administrateur supérieur du :

8 juin 1935. — Le lieutenant d'I. C. MASSU Jacques, en service aux forces de police, est nommé billeteur du détachement de milice en tournée de police à NAWARE, subdivision de Bassari, cercle de Sokodé.

Congés — Passages

Par décisions des :

12 juin 1935. — Un congé administratif de 6 mois pour enjouir à Arbois (Jura), est accordé à M. PÉCHOUX, administrateur-adjoint de 2^e classe qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans la colonie.

Un passage pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 26 juin 1935.

15 juin 1935. — Une réquisition de passage de retour en 1^{re} classe, (1^{re} catégorie B), sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 26 juin 1935, est accordée au docteur BIDOT, médecin commandant des troupes coloniales en service hors cadre au Togo.

20 juin 1935. — Une réquisition de passage de retour en France, en 3^e classe, (4^e catégorie), sur le paquebot *Foucauld* attendu à Lomé vers le 12 juillet 1935, est accordée au sergent chef d'infanterie coloniale SERY, en service hors cadre au Togo, ainsi qu'à sa femme.

PERSONNEL INDIGÈNE

Titularisation

Par arrêté du :

20 juin 1935. — L'interprète stagiaire MEATCHI ALBADA, est titularisé interprète de 5^e classe pour compter du 1^{er} janvier 1935, date d'expiration de son stage.

Affectation

Par décision du :

22 juin 1935. — Le mécanicien-conducteur d'automobiles de 3^e classe KOUESSIVI Simon François, en service au garage central, est mis à la disposition du commandant de cercle de Sokodé, pour être affecté au secteur de la trypanosomiase.

Congés — Permissions

Par décisions des :

15 juin 1935. — Un congé spécial de maternité de 2 mois pour en jouir à Lomé, est accordé à M^{me} WILSON Josephine, sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe de l'A. O. F., du 20 juin au 20 août 1935.

Le congé accordé par décision du 11 mai 1935, au planton CORNEILLE Michel, est prolongé jusqu'au 25 juin 1935.

Sont accordés avec traitement des congés de :

30 jours du 20 juin au 19 juillet 1935 inclus, au commis d'administration de 8^e classe KOUASSI Joseph, en service à la paierie de Lomé, pour en jouir au Togo.

30 jours du 20 juin au 19 juillet 1935 inclus, au préposé de 6^e classe des douanes TOOVI SODJI Prosper, en service au bureau principal de Lomé, pour en jouir au Dahomey.

30 jours du 28 juin au 27 juillet 1935 inclus, à la sage-femme auxiliaire stagiaire BOEHN HANNY, en service à Sokodé, pour en jouir à Lomé.

30 jours du 1^{er} au 30 juillet 1935 inclus, au commis d'administration de 3^e classe AKPALO John, en service au chemin de fer, pour en jouir à Lomé.

30 jours du 15 juillet 1935 au 13 août 1935 inclus, au commis d'administration de 5^e classe JOHNSON K. André, en service au bureau des finances, pour en jouir au Territoire.

Une permission de 15 jours, au garde-frontière TODEDJRAPOU MENSAH, en service au poste des douanes de Ségbé, pour en jouir à Baguida (cercle de Lomé).

23 juin 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours du 1^{er} au 30 juillet 1935 inclus, à l'ouvrier de 2^e classe ARNOLD TIAMIVOU, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Blita (cercle d'Atakpamé).

30 jours du 1^{er} au 30 juillet 1935 inclus, à l'ouvrier de 5^e classe ROBERT AKAPOVIE, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

30 jours du 15 juillet au 14 août 1935, au chef de train de 6^e classe BRYM L. Moïse, en service au chemin de fer (exploitation), pour en jouir à Anié.

15 jours du 2 au 15 juillet 1935 inclus, au garde-frontière de 2^e classe KPADE SODATONOU, en service au poste des douanes de Klouto, pour en jouir à Agomé-Séva (cercle d'Anécho).

15 jours du 15 au 29 juillet 1935 inclus, au garde-frontière de 1^{re} classe MAMA DRAMANOU, en service au poste des douanes de Ségbé, pour en jouir à Mango.

Par décisions de l'administrateur supérieur des :

24 mai 1935. — Une permission de 8 jours, avec traitement, du 25 mai au 1^{er} juin 1935, est accordée à l'infirmier de 5^e classe CHRISTOPHE KUAONI, en service à l'hôpital de Lomé, pour en jouir à Anécho.

29 mai 1935. — Un congé de 20 jours, avec traitement, du 1^{er} au 20 juin 1935 inclus, est accordé au planton-dactylographe METZGER Charles, en service au service météorologique, pour en jouir à Anécho.

Sanctions disciplinaires

Par arrêté du :

22 juin 1935. — Un blâme avec inscription au dossier, est infligé au commis d'administration de 8^e classe KPOVI Ebénézer.

Par décision du :

23 juin 1935. — Une punition de 10 jours de suspension de solde est infligée au maître-ouvrier de 4^e classe du chemin de fer ATHANASIOS MENSAH, pour faute professionnelle.

Par décisions de l'administrateur supérieur des :

6 juin 1935. — Une punition de 10 jours de suspension de solde est infligée à l'infirmier de 1^{re} classe MENSAH Gottfried, en service au cercle d'Atakpamé, pour négligence dans son service.

15 juin 1935. — Une punition de 10 jours de suspension de solde est infligée au mécanicien-conducteur de 4^e classe GBÉVÉ Christophe, en service au cercle de Klouto, pour négligence dans son service et détérioration de matériel administratif.

Indemnité de licenciement

Par décision de l'administrateur supérieur du :

7 juin 1935. — Une somme de cent quatre vingts francs (180 frs.) égale à 2 mois de son salaire journalier, est accordée au nommé DOGBA, FREEMAN dit « MONROVIA » à titre d'indemnité de licenciement.

FORCES DE POLICE**1^{re} — Compagnie de milice :****Engagements**

Par arrêté du :

5 juin 1935. — Sont engagés pour 1 an, à compter du 1^{er} juin 1935, après stage de 2 ans accompli (catégorie B) :

Comme miliciens de 2^e classe :

OUASSOU, stagiaire catégorie B. Mle M/312 B. T. de la P. C. Lomé.

DIATOU, stagiaire catégorie B. Mle M/313 B. T. de la P. C. Lomé.

GABRIEL Michel, stagiaire catégorie B. Mle M/327 B. D. de la P. C. Lomé.

ALAOU, stagiaire catégorie B. Mle M/314 B. T. de la P. C. Lomé.

Licenciement

Est licencié à compter du 1^{er} juin 1935, le stagiaire de la catégorie A. MENSANVI, N^o Mle M/413 A. D. de la P. C. Lomé, pour mauvaise manière habituelle de servir.

Agrément de stagiaires

Sont agréés à la compagnie de milice Lomé à compter du 23 mai 1935 :

Comme stagiaire catégorie A. :

DIGBÉ KOFFI, ex-2^e classe de T. S.

Comme stagiaire catégorie B. :

15 mai 1935. — BOUÉTÉ, de race Konkomba.

1^{er} juin 1935. — YAGUÉDA.

*2^e — Garde indigène :***Licenciement**

Est licencié pour fin de contrat, pour compter du 1^{er} juillet 1935, le garde de 1^{re} classe BOUKARI II, N^o Mle 348, du peloton d'Anécho.

La gratuité de transport est accordée à l'intéressé ainsi qu'à sa famille, pour rejoindre ses foyers.

*1^{re} — Compagnie de milice :***Rengagements**

Par décision de l'administrateur supérieur du :

14 juin 1935. — Sont rengagés pour 1 an, à compter du :

1^{er} juin 1935. — ATIPÔÉ Ambroise, milicien 2^e classe, Mle M/266 B. T. de la P. C. Lomé.

3 juin 1935. — OROU GAMBARI, caporal, Mle M/252 A. D. de la P. C. Lomé.

Permission

Une permission de 15 jours avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport, à compter du 15 juin 1935, est accordée au caporal ATCHANA, Mle M/258 A. D. de la P. C. Lomé, pour en jouir à Abomey (Dahomey).

Punition

Une punition de 15 jours de prison avec retenue de solde, est infligée au stagiaire catégorie B. AGANDÉ Pierre, Mle M/333 B. D. de la P. C. Lomé, pour faute grave en service.

*2^e — Garde indigène***Rengagements**

Sont rengagés pour 1 an, à compter du :

1^{er} mai 1935. — TINAMPA, garde 2^e classe, Mle 1033, du peloton de dépôt.

1^{er} juin 1935. — LAGRÉSSI, garde 2^e classe, Mle 1003, du peloton de dépôt.

AKODA, garde 2^e classe, Mle 1005, du peloton de dépôt.

ASSIMIN, garde 2^e classe, Mle 759, du peloton d'Anécho.

KOFFI, brigadier-chef 2^e classe, Mle 26, du peloton d'Atakpamé.

ADAM PATCHA, garde 2^e classe, Mle 973, du peloton d'Atakpamé.

BABA, garde 2^e classe, Mle 1009, du peloton de Sokodé.

BABA KÉITA, garde 2^e classe, Mle 982, du peloton de Mango.

ADJOU, garde 2^e classe, Mle 1008, du peloton de Mango.

ISSA GOUNI, garde 2^e classe, Mle 893, du peloton de Mango.

3 juin 1935. — TCHASSI Camille, garde 2^e classe, Mle 977, du détachement police Lomé.

5 juin 1935. — GNAMAN, garde 2^e classe, Mle 676, du peloton de Mango.

10 juin 1935. — BADÉMA, garde 2^e classe, Mle 561, du peloton d'Atakpamé.

15 juin 1935. — SIBIRI, brigadier 2^e classe, Mle 900, du peloton de Lomé.

1^{er} juillet 1935. — HOUSSOU Antoine, garde 2^e classe, Mle 1010, du peloton de Lomé.

TIÉKOURA BOUGONO, brigadier 2^e classe, Mle 347, du peloton d'Atakpamé.

SABI, brigadier 2^e classe, Mle 78, du peloton de Sokodé.

4 juillet 1935. — KAGNITA, garde 2^e classe, Mle 679, du peloton d'Anécho.

7 juillet 1935. — OROA, brigadier 2^e classe, Mle 949, du détachement police Lomé.

8 juillet 1935. — MORA, brigadier-chef 2^e classe, Mle 830, du peloton de dépôt.

11 juillet 1935. — NADIO, adjudant, Mle 898, du peloton de Lomé.

13 juillet 1935. — BAOUANA, garde 1^{re} classe, Mle 351, du peloton de Lomé.

15 juillet 1935. — KALI LIMA, garde 2^e classe, Mle 971, du peloton de Sokodé.

20 juillet 1935. — SOMAILA SAFIÉ, garde 1^{re} classe, Mle 576, du peloton de Klouto.

BATORDIQUA D., garde 1^{re} classe, Mle 580, du peloton de Sokodé.

21 juillet 1935. — KOATASSIMA, garde 1^{re} classe, Mle 352, du peloton d'Anécho.

Permissions

Une permission de 30 jours avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité de transport, à compter du 1^{er} juillet 1935, est accordée à chacun des gardes dont les noms suivent :

GNAMA, garde de 2^e classe, Mle 926, du détachement de police Lomé, pour en jouir à Kandé (Mango).

ANANI, garde de 2^e classe, Mle 863, du peloton de Lomé, pour en jouir à Grand-Popo (Dahomey).

Punitions

Une punition de 15 jours de prison avec retenue de solde, pour faute grave en service, est infligée à chacun des agents dont les noms suivent :

OROA, brigadier de 2^e classe, Mle 949, du détachement police Lomé.

NASSANDJA, garde de 2^e classe, Mle 927, du détachement police Lomé.

ARACHIDES

Par décision de l'administrateur supérieur du :

5 juin 1935. — Est interdite jusqu'à nouvel ordre la vente des arachides sur les marchés du cercle de Mango.

BOURSES

Par décision du :

15 juin 1935. — Sont accordées, à compter du 21 mai 1935 et dans les conditions fixées par l'arrêté du 26 novembre 1934, des bourses scolaires de 1 fr. 50 par jour aux élèves désignés ci-après :

KALIPÉ Charles, élève à l'école officielle d'Anécho.
AYASSOU AMOUZOU, — — —

DJOGBESSI KOUAKOU, — — —

Les intéressés percevront eux-mêmes le montant des bourses scolaires accordées.

CHAMBRE DE COMMERCE

Par arrêté du :

8 juin 1935. — Pris en conseil d'administration. — Est approuvé le compte définitif du budget de la chambre de commerce du territoire du Togo pour l'exercice 1934.

Ce compte est arrêté comme suit :

Recettes	234.008 fr. 41
Dépenses	213.854 — 29

Excédent de recettes	20.154 fr. 12
--------------------------------	---------------

La situation du fonds de réserve de la chambre de commerce du territoire du Togo à la clôture de l'exercice 1934 est arrêtée ainsi qu'il suit :

Excédent des recettes sur les dépenses des exercices antérieurs à l'exercice 1934	254.203 fr. 44
---------------------------------------------------------------------------------------------	----------------

Balance créditrice de l'exercice 1934	20.154 — 08
	274.357 fr. 52

COMMISSIONS

Par arrêté du :

20 juin 1935. — La commission de contrôle des films cinématographiques et des disques phonographiques prévue à l'article 3 du décret du 13 mai 1935, est composée ainsi qu'il suit :

L'administrateur supérieur ou son délégué	Président
Le procureur de la République, ou son délégué,	} Membres
Le président de la chambre de commerce, ou son délégué.	

Par décision de l'administrateur supérieur du :

7 juin 1935. — Une commission composée de :

M M. LESCANNE, ingénieur des ponts et chaussées chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf (ou son délégué)Président

GARNIER, chef du service de la voie et bâtiments,	} Membres
RIBEIL, chef de la section du matériel.	

LAUGIER, adjoint au chef de service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf, chef de la subdivision Lomé — VilleConseillers

STOLL, chef du garage central.Techniques

se réunira sur la convocation de son président en vue de la condamnation des véhicules automobiles usagés en service au garage central.

COTES IRRÉCOUVRABLES

Par arrêtés des :

8 juin 1935. — Pris en conseil d'administration. — Est admise en non valeur la cote irrécouvrable comprise dans les rôles des patentes de Lomé de l'année 1934 ci-après désignée :

Société Coast Cottons à Lomé.

Patente :	1.450 francs.
---------------------	---------------

Sont admises en non valeur les côtes irrécouvrables des contributions directes des exercices 1933 et 1934 ci-après désignées :

Mango

Ex. 1934 — Impôt personnel (cat. sup.)	280 fr.
— Rachat de prestations (cat. sup.)	24 —
— A. M. I.	140 —

Atakpamé

Ex. 1934 — Impôt personnel indigène (cat. sup.)	1.540 —
— Rachat prestations (européens)	60 —
— — — (indigènes)	396 —
— Véhicules	650 —
— A. M. I.	770 —

Sokodé

Ex. 1933 — Impôt foncier	10 f, 50
Ex. 1934 — Impôt foncier	7 f, —
— Impôt pers. indig. (cat. sup.)	140 f, —
— Rachat de prestations indig.	12 f, —
— A. M. I. (cat. sup.)	70 f, —

Sont admises en non valeur les côtes irrécouvrables des contributions directes — Exercice 1934 ci-après désignées :

Mango

Impôt personnel (cic ordinaire)	21.819 frs.
Rachat de prestation indigènes	18.702 —
A. M. I.	15.585 —

Sokodé

Bassari Impôt personnel (cic ordinaire)	50.220 —
Rachat de prestation	21.750 —
A. M. I. (cic ordinaire)	30.690 —
Rachat de prestation (option)	31.896 —

Atakpamé

Impôt personnel (cic ordinaire)	29.710 —
Rachat de prestation	27.468 —
A. M. I.	17.682 —

Le trésorier-payeur du Togo est autorisé à réduire les prises en charge du montant des impôts ci-dessus désignés.

EXONÉRATION

Par arrêté du :

8 juin 1935. — Pris en conseil d'administration. — La commune-mixte de Lomé est exonérée de la somme de 6.208 francs représentant des frais de transports de latérite effectués pour son compte par le service du chemin de fer (réquisition n° 37 du 7 décembre 1934).

MONNAIES ANGLAISES

Par arrêté du :

30 janvier 1935. — Approuvé en conseil d'administration du 8 juin 1935. — A titre exceptionnel et pour l'année 1935, seulement, l'agent spécial de Klouto est autorisé à recevoir en monnaie anglaise et concurremment avec les monnaies françaises le montant des impôts perçus sur rôles.

Les recouvrements s'effectueront dans les conditions de l'arrêté du 14 février 1934 :

OBSERVATION SANITAIRE

Par arrêté du :

8 juin 1935. — Sont abrogés les arrêtés : n°s 225 du 17 mai 1935 plaçant la subdivision de Sokodé sous le régime de danger imminent et 228 du 20 mai 1935 plaçant le centre urbain de Sokodé sous le régime d'observation sanitaire.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par décision du :

13 juin 1935. — Est complétée comme suit la liste n° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 :

« *Pommade Perlo-Menthol* »

REMBOURSEMENTS

Par arrêtés du :

8 juin 1935. — Pris en conseil d'administration. — Est autorisé au profit de la maison « The United Africa Company Ltd. » le remboursement d'une somme de cinquante et un francs, dix centimes (51 frs, 10) trop perçue au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires.

Est autorisé au profit de la société « L'Industrielle Coloniale » le remboursement de la somme globale de

cent quatre vingt douze francs quatre vingts centimes représentant :

1° — cent trente sept francs cinquante centimes (137 f, 50) trop perçus au titre de la taxe d'importation.

2° — cinquante cinq francs dix centimes (55 f, 10) trop perçus au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires.

REMISES D'AMENDES

Par arrêtés du :

8 juin 1935. — Pris en conseil d'administration. — Il est fait remise des 9/10^e de la pénalité de deux mille quatre cents francs encourue par M. OLYMPIO Octaviano, pour défaut d'enregistrement dans les délais d'un contrat de bail relatif à la plantation de Bagida, contrat passé entre l'administration du Territoire et le sus-nommé Octaviano OLYMPIO, approuvé en conseil d'administration le 4 juin 1927, modifié par un avenant approuvé en conseil d'administration le 1^{er} mai 1933.

Il est fait remise des 9/10^e de la pénalité de mille huit cents francs encourue par la société agricole de Lomé, pour défaut d'enregistrement dans les délais d'un contrat de bail relatif à la plantation de Kpemé, contrat passé entre l'administration du Territoire et ladite société, approuvé en conseil d'administration le 6 février 1932, modifié par un avenant approuvé en conseil d'administration le 30 décembre 1933.

ROLES

Par arrêté du :

8 juin 1935. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires afférents à l'exercice 1935 et dont détail suit :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	Centimes additionnels		TOTAL
				Budget local	Commune Mixte	
196	Klouto	Impôt personnel européen	—	—	—	3.784,25
197	—	Impôt pers., et taxe addit. ind.	—	—	—	1.759,50
198	Lomé (Sub.)	Impôt personnel 2 ^e cat. sup.	—	—	—	140,00
199	—	Impôt personnel 2 ^e cat. ord.	—	—	—	360,00
200	— (C.M.)	Population flottante	1.700	—	170	1.870,00
201	—	Rachat prestation européen	—	—	—	300,00
202	Klouto	—	—	—	—	660,00
203	—	— indigène	—	—	—	120,00
204	Lomé (Sub.)	—	—	—	—	36,00
205	—	—	—	—	—	324,00
206	—	Patentes	5.545	1.940,75	—	7.485,75
207	— (C.M.)	—	8.630	3.020,50	863	12.513,50
208	Atakpamé	—	64.605	22.611,75	—	87.216,75
209	Lomé (Sub.)	Licences	2.200	1.100	—	3.300,00
210	—	Véhicules	300	90	—	390,00
211	— (C.M.)	—	1.600	480	160	2.240,00
212	—	Armes perfectionnées	140	—	14	154,00
213	—	Taxe d'hygiène	—	—	—	490,00
214	Klouto	—	—	—	—	840,00
215	—	A.M.I. (catégorie supérieure)	—	—	—	770,00
216	Lomé (Sub.)	—	—	—	—	70,00
217	—	— (catég. sup. ordinaire)	—	—	—	216,00

La date de mise en recouvrement du présent rôle est fixée au 13 juin 1935.

SOCIÉTÉS

Par arrêté du :

5 juin 1935. — Est autorisée la création dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France, d'une société sportive dénommée « Red Star » dont les statuts sont annexés à la demande.

Par décisions de l'administrateur-supérieur des :
13 juin 1935. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la constitution d'une association dite « Union Savaloise de Secours Mutuels » dont les statuts sont annexés à la présente décision.

15 juin 1935. — Les statuts de la « Société Cosmopolite de Lomé » révisés en assemblée générale le 4 octobre 1934, sont tels qu'ils figurent en annexe à la présente décision.

Un exemplaire de ces statuts sera déposé aux archives du Commissariat de la République.

SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE

Par décisions de l'administrateur-supérieur des :
7 juin 1935. — Est allouée, pour l'exercice 1935, une indemnité annuelle de trois cents francs (300 frs.) au secrétaire-trésorier de la société indigène de prévoyance du cercle de Klouto.

M. AGRIPPA Joshua, cultivateur à Yewiepe, est nommé vice-président du conseil d'administration de la société de prévoyance du cercle de Klouto.

15 juin 1935. — Sont mis à la disposition des sociétés indigènes de prévoyance du Togo douze moto-concasseurs « Collin » acquis sur les fonds du compte « Encouragement à l'Agriculture ».

Ces appareils sont répartis de la façon suivante :

Un à la société de prévoyance de Klouto

Six à la société de prévoyance de Lomé

Cinq à la société de prévoyance d'Anécho

Les frais de transport, de manutention, d'installation, de fonctionnement et de réparations de ces appareils sont à la charge des sociétés.

Est autorisée la cession gratuite à la société de prévoyance d'Anécho d'un hangar métallique provenant de la section de liquidation de la construction du chemin de fer central togolais.

Les frais de transport, de manutention et l'installation de ce hangar sont à la charge de la société de prévoyance d'Anécho.

DOMAINES

Avis de bornages

Le mercredi 24 juillet 1935, à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agbéluvhoé, (subdivision de Tsevié), (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier portant une construction à usage de magasin etc . . . etc . . . d'une contenance de 12 ares 32 centiares, et borné au nord par la route de Gapé, à l'est par la rue du marché, au sud par terrain à Joseph Kubadji, à l'ouest par l'emprise du chemin de fer, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Andreas Labouh, employé de commerce

et propriétaire, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 28 novembre 1934, n° 953.

Le jeudi 11 juillet 1935 à huit heures 30 et jours suivants, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, km. 3 environ, (cercle d'Anécho), consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier, à usage de culture, portant une case d'habitation indigène, d'une contenance de 25 hectares 47 ares 75 centiares, et borné au nord par la voie-fermée Lomé-Anécho, à l'est par terrain à James A. Bruce, au sud par la ligne passant à 100 mètres du rivage de la mer, à l'ouest par terrain à Agbewounou et Kloutsé Gamakpa, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kofi Forson dit « William Burgess Forson », employé de commerce demeurant à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 27 mars 1935, n° 967.

Le samedi 13 juillet 1935 à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 6, (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 2 a. 80 centiares, et borné au nord par terrain à Joseph Amussu Gbogbo, à l'est par terrain à Robert Baeta (T. 508), au sud par la route de Bè et terrain à Henry Amenuvor et une rue non dénommée au dessus de la rue Vauban, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines p. i. à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 5 avril 1935, n° 968.

Le lundi 29 juillet 1935 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 6, (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 ares 12 centiares, et borné au nord par terrain à Baeta Robert, à l'est par terrain à Félicio de Souza et J. K. Bosman, au sud par la rue d'Anécho, à l'ouest par terrain à Francis Gadjekpo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Armerding Stéphen, commis des douanes à Lomé, agissant en qualité de mandataire du sieur Afatolou Joseph Kwawovi, employé de commerce demeurant à Abidjan (Côte d'Ivoire) propriétaire, suivant réquisition du 2 mai 1935, n° 969.

Le vendredi 12 juillet 1935 à seize heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Adjido, (cercle d'Anécho), consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 0 are 50 centiares, et borné au nord-est par terrain à Bangbélou Baba, au sud-est par la route Anécho-Grand-Popo, au sud-ouest par le triangle formé par la jonction des routes Anécho-Grand-Popo et Anécho-Zébé, au nord-ouest par la route d'Anécho à Zébé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Raphaël Dogbevi Solatonou, employé de commerce demeurant à Anécho, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 2 mai 1935, n° 970.

Le mardi 30 juillet 1935 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Nyekonakpoe (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, portant diverses cases indigènes à usage d'habitation, d'une contenance de 82 ares 96 centiares, et borné au nord par terrain à Agbahodé, à l'est par terrain à Akli Michel, au sud par un passage le séparant du terrain au chef Jacob Adjallé, à l'ouest par terrain à Djabaku Charles Dovi, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Christine Deto-lewonu Ketowu Besu, revendeuse à Lomé, agissant tant en son nom personnel qu'au nom des ayants-droit à la succession de feu Ketewu Besu, suivant réquisition du 4 mai 1935, n° 971.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le conservateur de la propriété foncière,
NATIEL.

Textes publiés à titre d'information

EXTRAITS du décret sur les marques, honneurs, saluts, fêtes nationales et visites dans les forces navales et à bord des bâtiments de la marine militaire.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE;

Vu le décret du 18 février 1928 sur les marques, honneurs, saluts, fêtes nationales et visites dans les forces navales et à bord des bâtiments de la marine militaire, modifié les 19 juin, 7 août et 19 août 1929, 16 décembre 1931, 15 avril et 13 septembre 1933;

Sur le rapport du ministre de la marine;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 18 février 1928 sur les marques, honneurs, saluts, fêtes nationales et visites dans les forces navales et à bord des bâtiments de la marine militaire est modifié comme suit :

II. — Art. 56. — Ajouter in fine le nouveau paragraphe 4 suivant :

§ 4. — Aux colonies, lors d'une première visite officielle et dans les limites des territoires qu'ils administrent, les administrateurs des colonies, les administrateurs des services civils de l'Indochine revêtus de leur uniforme reçoivent à bord les honneurs attribués à l'officier de marine commandant d'un rang équivalent au leur d'après l'échelle d'assimilation suivante :

Administrateur en chef des colonies et administrateur de 1^{re} classe des services civils de l'Indochine : capitaine de frégate.

Administrateur de 1^{re}, 2^e et de 3^e classe des colonies et administrateur de 2^e ou 3^e classe des services civils de l'Indochine : capitaine de corvette.

Administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies et administrateur-adjoint de 1^{re} classe des services civils de l'Indochine : lieutenant de vaisseau.

Administrateur-adjoint de 2^e et de 3^e classe des colonies, et administrateur-adjoint de 2^e et 3^e classe des services civils de l'Indochine : enseigne de vaisseau.

Les officiers ou assimilés des troupes coloniales remplissant des fonctions administratives sont traités comme les officiers de marine du grade correspondant.

XI. — Art. 100, § 1^{er}, alinéa d. — Remplacer cet alinéa par le suivant :

d) Les autres officiers-commandants doivent une visite aux fonctionnaires désignés ci-dessus.

Aux contrôleurs civils en Tunisie et au Maroc, et dans les limites des territoires qu'ils administrent; aux administrateurs des colonies, aux administrateurs des services civils de l'Indochine d'un rang équivalent ou supérieur au leur, d'après les échelles d'assimilation fixées par l'article 56, paragraphes 3 et 4.

Dans le cas où les fonctions d'administrateurs sont remplies par les officiers ou assimilés des troupes coloniales, les commandants doivent la première visite aux officiers ou assimilés de leur grade ou d'un grade supérieur.

ANNEXE V ECHELLE D'ASSIMILATION

MARINE	AFFAIRES ÉTRANGÈRES			COLONIES
Capitaine de vaisseau			Tunisie et Maroc	—
Chef de division indépendante	—	Consul général . .	Contrôleur civil, chef de circonscription. (Maroc)	
Commandant un bâtiment. . .	Conseiller d'ambassade.	—	—	—
Capitaine de frégate	Secrétaire de 1 ^{re} cl.	Consul de 1 ^{re} cl.	Contrôleur civil de classe exceptionnelle	Administrateur en chef des colonies administrateur de 1 ^{re} classe des services civils de l'Indochine.
Capitaine de corvette	Secrétaire de 2 ^e cl.	Consul de 2 ^e cl.	Contrôleur civil de 1 ^{re} classe . . .	Administrateur de 1 ^{re} 2 ^e et 3 ^e classe des colonies, administrateur de 2 ^e et 3 ^e classe des services civils de l'Indochine.

MARINE	AFFAIRES ÉTRANGÈRES			COLONIES
Lieutenant de vaisseau	Secrétaire de 3 ^e cl.	Consul de 3 ^e cl.	Contrôleur civil de 2 ^e et 3 ^e classe	Administrateur adjoint de 1 ^{re} classe des colonies. administrateur adjoint de 1 ^{re} classe des services civils de l'Indochine.
Enseigne de vaisseau de 1 ^{re} cl.	Attaché d'ambassade	Consul suppléant	Contrôleur civil suppléant.	Administrateur adjoint de 2 ^e et 3 ^e classe des colonies administrateur adjoint de 2 ^e et 3 ^e classe des services civils de l'Indochine.
Enseigne de vaisseau de 2 ^e cl.	—	Chancelier . . .	—	

ART. 2. — Le Ministre de la Marine est chargé de l'exécution du présent décret.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Marine,

François PIETRI.

Fait à Paris, le 21 Mars 1935

ALBERT LEBRUN

AVIS AUX NAVIGATEURS

Balisage du port de Kribi

Les navigateurs fréquentant le port de Kribi sont informés que le nom Kribi, qui était inscrit sur la bouée rouge, se trouve porté sur la bouée noire.

Balisage du Wouri

Les navigateurs fréquentant le port de Douala sont informés que la bouée lumineuse n° 17, bouée amont du chenal en S, bouée rouge à éclats rouges a été remplacée par une bouée rouge à feu fixe vert portée 6 milles.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare déclinier toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

AVIS

Le public est informé qu'une maison avec diverses dépendances, située à Lomé, en bordure de la route de Palimé allant à la T. S. F. appartenant à la Société en Liquidation BREMER FACTOREY A. G. sera mise en vente à l'amiable.

Les personnes intéressées ou qui auraient des droits à faire valoir, sont instamment priées d'en informer M. Georges POEZRSCHE, mandataire du liquidateur, demeurant à Lomé, où toutes les offres seront également reçues.

Pour troisième insertion.

Le Notaire,

H. PATRAULT.

ENTREPRISES

E. BOUQUEREAU & C^{IE}

Boîte Postale 106



DAKAR

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

“ A la Tour Eiffel ”

JOYEROT & JACOT

Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratuit et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés



23, rue Gambetta — BESANÇON — France